

SAISON PARFAITE POUR LES VIKINGS DE FRANCO-OUEST



PHOTO COURTOISIE

Les Vikings de Franco-Ouest ont remporté un deuxième championnat consécutif au soccer féminin senior de la ligue du NCSSAA, division Tier 2. En finale, les Vikings ont marqué le but décisif sur le sixième tir de barrage pour défier les Gaulois de Garneau, 3-2. Franco-Ouest terminait ainsi la saison avec un dossier de neuf victoires contre aucune défaite.

H. Drouin

LE DROIT, LE MERCREDI 10 JUIN 2009



lapresseaffaires.cyberpresse.ca

Universités: «Montréal a une sérieuse pente à remonter»

Publié le 10 juin 2009 à 06h24 | Mis à jour à 06h32



[Maxime Bergeron](#)

La Presse

Photo Ivanoh Demers, La Presse

(Montréal) Montréal doit cesser de se «conter des histoires» et regarder les choses en face: la ville dénombre beaucoup moins de diplômés universitaires que ses concurrentes nord-américaines et ses institutions sont gravement sous-financées.

C'est l'un des constats dressés hier par Marcel Côté, associé fondateur de SECOR Conseil, et Claude Séguin, vice-président principal chez CGI. Ils présentaient une liste de «chantiers» pour sortir la ville du marasme économique, devant la chambre de commerce du Montréal métropolitain.

«Aujourd'hui, les emplois vont où là où sont les gens et non l'inverse, a lancé M. Séguin. Avec un taux de diplômés universitaires équivalent à la moitié de celui de Boston, Washington ou San Francisco, Montréal a une sérieuse pente à remonter pour espérer avoir des revenus équivalents.»

Le taux de diplômés s'établit à 26% de la population à Montréal, comparativement à 31% à Vancouver, 33% à Toronto et 45% à Boston, ont souligné les experts. Une proportion assez faible, considérant que la métropole

québécoise se situe au premier rang pour le nombre d'étudiants par habitant en Amérique du Nord.

Sous-financement chronique

Le sous-financement est chronique, a fait valoir Claude Séguin. Les quatre universités montréalaises reçoivent en moyenne 20% moins de fonds par étudiant que leurs concurrentes canadiennes, si bien que, «cette année, Toronto dépassera vraisemblablement Montréal pour l'attrait de fonds de recherche, nous reléguant au second rang».

Pour réduire l'écart de moitié, Québec doit faire preuve de «courage politique» et dégeler les droits de scolarité pour les ramener au même niveau que la moyenne canadienne, a avancé Marcel Côté. Ils atteignent aujourd'hui 1870\$ dans la province, comparativement à 5870\$ dans le reste du Canada.

Montréal et l'État québécois doivent par ailleurs attaquer plus vigoureusement le problème du décrochage scolaire, au point d'en être «obsédés», ont insisté les conférenciers. Quelque 32% des gens de 20 ans n'avaient pas de diplôme d'études secondaires à Montréal en 2007.

La question de l'éducation devrait être centrale dans la campagne municipale qui opposera l'actuel maire Gérald Tremblay à l'ex-ministre péquiste Louise Harel (tous deux présents hier). «Si Montréal veut être une ville prospère, le maire doit y penser», a lancé Marcel Côté, en marge de la conférence.

»Cacophonie perpétuelle»

L'autre frein majeur à l'essor économique de Montréal est sa surgouvernance, véritable «cacophonie perpétuelle» qui bloque la prise de décisions, ont martelé les experts. Avec ses divers arrondissements et villes autonomes, la communauté métropolitaine compte pas moins de 101 maires!

Les conférenciers prônent la création rapide d'un groupe de travail indépendant pour réviser les structures de gouvernance de la région. Le comité, formé de gens qui ont occupé des postes «de haut niveau», devrait aussi revoir la structure de revenus de la métropole, trop axée selon eux sur l'impôt foncier.

Marcel Côté et Claude Séguin suggèrent aussi de mieux «prioriser» les dépenses d'infrastructures. Il s'investit en moyenne entre 5 et 7 milliards de dollars en infrastructures chaque année à Montréal, mais pas toujours de la bonne façon.

«Le meilleur exemple, c'est qu'on veut couvrir l'autoroute Ville-Marie pour 300 à 400 millions, mais est-ce que ça devrait être la priorité par rapport au lien ferroviaire vers l'aéroport?» a demandé M. Côté.

Il faut enfin revoir l'ordre d'importance des divers projets et surtout simplifier le processus d'approbation qui décourage de nombreux promoteurs, selon M. Séguin.

«Réaliser un projet d'envergure à Montréal semble relever de l'exploit. En fait, les processus d'approbation correspondent plus à une course à obstacles qui nous fait penser au jeu Échelles et serpents où, après plusieurs étapes, le promoteur, privé ou public, se fait emporter par une longue glissade.»

Marcel Côté et Claude Séguin présentaient hier une «synthèse personnelle» des propositions qui ont émergé d'un congrès sur les grandes villes, organisé il y a un mois par l'Association des économistes québécois.



cyberpresse.ca

Publié le 10 juin 2009 à 07h07 | Mis à jour à 07h09

Les minorités sous-représentées à la télé



Illustration: François Léveillé, La Presse



Paul Journet
La Presse

Les communautés culturelles sont sous-représentées dans les médias québécois, en fiction et en information, conclut un avis du Conseil des relations interculturelles (CRI) rendu public hier.

Les membres de communautés culturelles constituaient 26% des personnes présentées en heure de grande écoute à Télé-Québec, 11,5% à Radio-Canada, 7% à TVA. Le réseau anglais CTV avance le chiffre de 42%.

>>>[Lisez aussi «Écoeurés des «rôles de chauffeur de taxi»](#)

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles a

demandé au CRI d'examiner la représentation des minorités dans les médias et dans la publicité. Selon le mandat, l'avis devait aider à «améliorer leur représentation». Par voie de communiqué, la ministre Yolande James, a dit recevoir favorablement les résultats de l'avis.

TVA conteste les résultats de l'étude. «La méthodologie est questionnable», a soutenu Nicole Tardif, porte-parole de la chaîne. Seul CTV a chiffré le pourcentage de ses employés issus des communautés ethnoculturelles. Le CRI n'avait pas accès à ces informations pour Radio-Canada, Télé-Québec ou TVA. Il a donc dû faire une «étude exploratoire», explique Luc Tremblay, porte-parole de l'organisme.

Le CRI s'appuyait sur les informations disponibles sur l'internet pour calculer le «taux global de présence à l'écran».

Pour Radio-Canada et Télé-Québec, il s'agit de la proportion des minorités visibles sur l'ensemble des personnes vues à l'écran (entre 19h et 23h, automne-hiver 2008-2009).

Le CRI n'a pas trouvé autant d'informations sur le site tva.canoë.ca. Il a donc choisi d'examiner «la biographie des vedettes TVA de la saison hiver 2009». Sur 128 vedettes, 10 provenaient des minorités.

«Plusieurs gens ne sont pas représentés dans nos fiches biographiques sur l'internet. Le Conseil ne tient donc

pas compte par exemple de tous les seconds rôles et de plusieurs autres employés», déplore Mme Tardif.

M. Tremblay concède que «sur le plan scientifique, ce n'était pas la meilleure façon de procéder». Mais il rappelle qu'il n'avait pas le choix, car les diffuseurs n'avaient pas ou ne voulaient pas lui fournir les chiffres. «Le but de l'étude n'était pas de juger les médias, tient-il à préciser. On cherche plutôt à les aider à mieux représenter la diversité.»

Le CRI ne parle pas de Global ou des chaînes spécialisées dans son avis. Rappelons que lors de leur demande de licence ou de renouvellement de licence devant le CRTC, les télédiffuseurs doivent présenter un plan pour améliorer l'image et la représentativité de la diversité culturelle.

L'étude du CRI comportait d'autres volets, dont une analyse de la représentativité des communautés culturelles dans les publicités, une analyse de leur représentation dans les médias écrits et aussi un sondage Léger Marketing, dont La Presse a fait état hier.

Deux grandes tendances se dégagent. La sous-représentation des communautés culturelles. Et à l'intérieur même de ces communautés, la sous-représentation des minorités dites visibles par rapport à l'ensemble des membres, qui incluent entre autres les «Caucasiens».

Les minorités visibles comptent pour 20% des membres des communautés culturelles de première et deuxième génération qui travaillent dans les arts, la culture, le sport et le loisir. Or, les minorités visibles comptent pour 38,7% de la population des communautés culturelles de ces deux générations. Elles sont donc sous-représentées. (Données issues du recensement 2006).

L'écart est particulièrement marqué pour les gens d'origine africaine, antillaise et asiatique. Ils représentent 41% des immigrants, mais seulement 8% des immigrants comédiens et 19% des immigrants techniciens.

Est-ce pire dans les médias que dans les autres secteurs d'emploi? «La situation est similaire dans plusieurs autres secteurs, indique Patricia Rimok, présidente du CRI. Mais les médias sont un miroir de la société. Quand ils n'en reconnaissent pas des pans entiers, il y a un problème. Ils connaissent déjà des problèmes économiques importants. S'ils ne prennent pas ce virage, ce sera difficile pour leur survie même. N'oubliez pas que 30% de la population québécoise est issue des trois dernières générations d'immigration.»

L'avis du CRI s'intéressait aussi à la publicité. L'année dernière, 16,8% des publicités montraient une personne issue d'une communauté culturelle. Dans 68,1% de ces cas, cette personne était figurante. (Échantillon de 1652 pubs sur un total possible de 4602; non pondéré par la fréquence de diffusion). Ce sont les pubs du gouvernement qui accordent le plus de place aux communautés culturelles, avec 22,1%. Les pubs de voiture arrivent en dernier avec 8,4%.

L'avis du CRI offre aussi une analyse qualitative des médias écrits. Parmi les articles sur les communautés culturelles, 48% auraient une «portée négative», 29% une portée positive, et 23% seraient neutres. Le CRI invoque un manque de temps et d'argent pour expliquer son échantillon «restreint» de 600 articles. La marge d'erreur est de 8%. Et il n'y a pas de groupe contrôle pour vérifier le pourcentage d'articles positifs ou négatifs pour le reste de la population.

Cyberpresse vous suggère



cyberpresse.ca

LeDroit
en version intégrale
sur votre ordi

2 SEMAINES
D'ESSAI
GRATUIT



Publié le 09 juin 2009 à 22h31 | Mis à jour le 09 juin 2009 à 22h33

Les élèves de Masson-Angers iront finalement à Montréal



Charles Dubé

Le Droit

Les élèves de l'école du Sacré-Coeur, dans le secteur Masson-Angers, pourront finalement partir pour un voyage scolaire à Montréal, dimanche et lundi prochain.

Ils ont mérité ce périple en remportant la première place régionale du défi *Lève-toi et bouge*, qui vise à favoriser l'activité physique chez les jeunes.

Un différend entre le syndicat des enseignants et la direction de l'école avait toutefois laissé planer un doute sur l'activité, les deux partis ne réussissant pas à s'entendre sur la façon de compenser le temps supplémentaire des enseignants. L'école avait proposé de donner congé aux enseignants qui feraient le voyage le 29 juin - une journée pédagogique - alors que le syndicat réclamait un congé dans le cadre d'activités pédagogiques le 22 juin, a expliqué le délégué syndical Michel Beaulieu.

M. Beaulieu a nié les informations selon lesquelles les enseignants exigeaient une compensation financière pour leur participation, ce qu'a également confirmé le directeur général de la Commission scolaire au Coeur-des-Vallées, Maurice Groulx.

« C'est une situation exceptionnelle, a indiqué M. Groulx. Normalement, pour qu'il y ait une sortie, il faut que les enseignants et la direction de l'école s'entendent au préalable, mais là on a été placé devant le fait accompli peu de temps avant l'activité. Les élèves ont remporté un prix extraordinaire et je suis très déçu qu'on en soit arrivé là. C'est une question d'équilibre entre le droit des élèves, le droit des parents et le droit des enseignants. »

Le président du Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais, Gaston Audet, a soutenu que le genre de dédommagement en temps demandé par le syndicat se donne ailleurs. Il s'est également dit fâché par le fait que les enseignants aient été montrés du doigt.

« Y a-t-il d'autres groupes de travailleurs qui consacreraient autant d'heures sans aucune rémunération ? Pourquoi demande-t-on uniquement aux enseignantes et aux enseignants d'assumer de telles responsabilités sans salaire ? Pourquoi, lorsqu'il s'agit des enseignantes et des enseignants, peut-on demander de ne pas respecter leurs conditions de travail ? »

Flu cases at city schools continue to climb

BY JOANNE LAUCIUS, WITH FILES FROM SHARON KIRKEY, THE OTTAWA CITIZEN; WITH FILES FROM CANWEST NEWS SERVICE JUNE 10, 2009



A security guard holds a placard on H1N1 flu virus awareness at the entrance of the university in Manila, Philippines, as the World Health Organization said that the world is getting 'very, very close' to a swine flu pandemic.

Photograph by: Romeo Ranoco, Reuters, The Ottawa Citizen; with files from Canwest News Service

With the world teetering on the edge of the declaration of a flu pandemic, the city's public health unit now says 37 schools have reported suspected cases of H1N1, up from 29 schools last Thursday.

As well, 107 people had tested positive for H1N1, almost double the 56 people who tested positive as of last Thursday. About half were under the age of 16.

The World Health Organization said Tuesday that the world was getting "very, very close" to a swine flu pandemic. Under WHO guidelines, a key criteria for declaring a pandemic is community spread outside the first region in which the disease was reported.

In this case, that is outside the Americas. So far, 1,211 cases have been recorded, for example, in Australia. In all, 26,563 infections including 140 deaths have been reported from 73 countries.

"One of the critical issues is that we do not want people to panic if they hear that we are in a pandemic situation," Feiji Fukuda, WHO's acting assistant director-general, said on Tuesday.

As of Monday, a total of 2,446 laboratory-confirmed cases of H1N1 flu virus have been reported in all provinces and territories in Canada except Newfoundland.

The Ottawa Public Health Unit says officials are now unable, in some cases, to trace the spread of the virus from one person to another, a development that experts say is a sign of an impending pandemic.

"We are seeing cases in Ottawa with no specific link to another person. It has been happening in Ontario. That is what we call community spread," Sherry Nigro, the manager responsible for pandemic planning at Ottawa Public Health, said last week. "We know that it is fairly transmittable and we know that we are not going to prevent it so what we have to do is minimize it."

The growth in the number of cases, and concerns about the spread of the illness in the region, has prompted CHEO to issue a set of guidelines for parents rattled by reports of H1N1 in schools and who are contemplating a trip to the emergency room.

CHEO's emergency room has been busier-than-expected with an increased number of patients with flu-like illness, said Dr. Ken Farion, associate medical director of CHEO's emergency department.

Just because a child has flu-like symptoms, however, doesn't mean they have H1N1. Usually the flu season has tapered off by now, but this year there are a number of flu strains making the rounds, said Farion.

"If you're sick, stay at home to prevent the spread of all infections -- not just this one," he said.

"Most of what we're seeing is milder disease. They have a fever and they have a cough, but they're still able to get around and eat and drink. If this is the case, they should stay at home."

Farion said parents should be concerned if their child has difficulty breathing, there are concerns that the child has become dehydrated because of lack of fluids, if the child is extremely listless or if there is an underlying health condition such as immune system weakness or a respiratory condition.

Parents should also be concerned if a child with mild to moderate symptoms appears to get better, then gets worse. The flu may have caused a weakening of the immune system, leading to a secondary infection such as bacterial pneumonia.

Many parents are bringing their child to the emergency room to seek testing, but this is usually only done if the child has an underlying condition.

"Showing up doesn't mean you're going to get tested," said Farion

"Because we're not testing the vast majority of patients, whether they have Flu 1 or Flu 2 isn't really relevant. The focus should be on symptom management."

The vast majority of CHEO patients with flu-like symptoms are being discharged to home with the instructions that they may have H1N1 or another flu. CHEO has only admitted about one or two flu patients a day, and these are often children with underlying medical conditions.

Farion said most healthy children with the flu are ill for four or five days and are significantly improved

within a week. For infants and toddlers and children with underlying conditions, it may take longer to recover.

Children and families who arrive at the CHEO emergency department are screened for febrile respiratory illness. Those who have symptoms will be directed to a separate isolation area to see a nurse wearing full protective equipment. These extra measures mean it takes staff longer to see patients, and the sickest patients will be seen first.

Farion advises parents who decide to visit the emergency room to ensure healthy siblings stay at home.

"We don't need the volume and congestion," he said.

Meanwhile, the emergency room at the Queensway-Carleton Hospital has had a "record week" -- but only a tiny proportion of the patients have been ill with the flu and the hospital is still puzzling over what caused the bump in numbers, said chief of emergency Dr. John Earle.

One day last week, for example, the emergency department logged 230 visits when a normal flow would be 185 patients.

"It's usually what you would see on July 1 or Boxing Day," he said.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)**SPEND A LITTLE
SAVE EVERYTHING**

Swine flu near pandemic

By CHRISTINA SPENCER, NATIONAL BUREAU

Last Updated: 10th June 2009, 3:28am

The World Health Organization is on the brink of declaring the H1N1 swine influenza an official pandemic, and Canadian officials are watching two particularly vulnerable populations: Young people and aborigines.

"We know the virus is spreading and we are now seeing activity picking up in a number of countries," said Feiji Fukuda, acting assistant director-general of the WHO.

"We are getting closer to probably a pandemic situation."

Fukuda said there are 26,563 laboratory-confirmed cases around the world, including 249 deaths related to the virus.

2,446 CASES

As of Monday, there were 2,446 confirmed cases of H1N1 in Canada, and four deaths had been linked to the virus. Ontario accounts for 1,223 cases, Quebec for 547 and Saskatchewan for 210.

Nunavut has been hit hard, relative to its population, with 25 confirmed cases. And in Manitoba, more than 200 from St. Theresa Point First Nation were ill.

Jirina Vlk, a spokeswoman for the Public Health Agency of Canada, said the average age of those diagnosed is 22, with the virus being "most commonly reported among children and young adults." Normal flu tends to strike the elderly or very young.

Health Canada and the Manitoba government are also investigating the high rates of H1N1 among First Nations.

"It appears that a significant number of aboriginal people with severe illness also have underlying health problems, such as diabetes," Vlk said.

CHRISTINA.SPENCER@SUNMEDIA.CA

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

The handshake and swine flu

BY KEN GRAY, THE OTTAWA CITIZEN JUNE 10, 2009

Former mayor Bob Chiarelli had just whisked into the Citizen to meet with the newspaper's editorial board during the 2006 campaign. Chiarelli stuck out his hand to me, which I refused to shake. He was taken aback.

Was this some kind of protest? Had he brutally offended me? No, I was just getting over a cold and I didn't want him to catch it.

As I explained the apparent slight, the mayor still had a look of unease. So important a social custom is the handshake, particularly among politicians, I wasn't sure he was comfortable with my explanation. To not shake one's hand in western society is rude. Perhaps come fall, that custom will change. Shaking hands will be seen as reckless disregard for health. (The two-cheek kiss of greeting will also be seen as an invitation to illness.)

As the Citizen reported last weekend, it is possible we will see a very difficult fall and winter because of the vigour of the swine flu virus. Already, according to Ottawa Public Health, the virus has been identified at 29 area schools, including one attended by the son of the city's medical officer of health, Dr. Isra Levy. Furthermore, Dr. Levy says we are just too complacent about the threat swine flu presents to our community.

The H1N1 virus is one tough character. Catch it and you are likely to be one sick little piggy. It has the mild garden-variety flu symptoms with fever, cold and sore throat. More severe conditions include vomiting, diarrhea, chills, fatigue and even conjunctivitis. In rare serious cases, it results in pneumonia or respiratory failure. And of course, swine flu can exacerbate an existing medical condition resulting in serious health consequences.

However according to Dr. Levy, the real danger from swine flu is not how sick people will be, but rather the number of people who will catch it. We have little natural immunity to the virus, except among those who were born before 1957 when a flu outbreak at the time provided them with some resistance. Perhaps that will be a relief to those in seniors homes, where flu is a real fear.

But back to hand-shaking.

"Eighty per cent of all infectious diseases are transmitted by contact both direct and indirect -- direct such as kissing, indirect such as shaking someone's hand," says Philip M. Tierno, clinical microbiology and immunology director at New York University Medical Center in an article on the Internet site WebMD. "If you eat or drink something without washing your hands, or if you touch your own nose, mouth, or eyes after shaking someone's hand, you can introduce whatever germ was on their hand,

and now your hand, into the portals of your body," says Tierno. And so swine flu will spread.

At present, the City of Ottawa is trying to balance the disruption of measures to curb the spread of swine flu against the threat the disease poses.

"That's why the schools have not closed," said city spokesman Michael FitzPatrick. The municipality does not know at this point just how serious this outbreak of swine flu will be this fall, FitzPatrick says.

Ottawa Public Health doesn't have any advice on shaking hands. Others do.

At University of Illinois at Springfield, campus health services director Lynne Price said last month there is little danger of swine flu at the school, but suggested "hand-shaking be avoided at this time."

University of South Florida president Judy Genshaft didn't shake hands with her graduates at a ceremony recently because of fear of passing on swine flu. "This was not about the president's safety because she knows what to do as far as not touching her eyes or mouth -- she's been doing this for a while," a university spokeswoman said. "For the safety of the people whose hands she was shaking, she didn't want to inadvertently pass on the virus." Other U.S. schools have followed suit or cancelled graduation ceremonies altogether.

In Ottawa, we are nowhere near the pandemic stage and FitzPatrick doesn't want to speculate on what might happen this fall. Nevertheless, the city has a pandemic plan in place that shows just how serious this problem could become.

That document says employee absentee rates could reach 15 to 35 per cent through a six- to eight-week stretch. Even more people could be absent to care for other family members.

If that kind of level of disease appears -- and no one is saying that will be the case yet -- just how badly do you want to shake hands?

In my column last week I misstated the age of Nepean-Carleton MP Pierre Poilievre. He is 30 years old.

Ken Gray is a Citizen editorial board member. He discusses swine flu with Ottawa medical officer of health Dr. Isra Levy on his Inner City podcast, at ottawacitizen.com/innercity. His blog, The Bulldog, is at ottawacitizen.com/bulldog. His column runs Wednesdays. E-mail: kgray@thecitizen.canwest.com.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Doctor's bizarre trial told of oral sex in a moving Cadillac

Psychiatrist faces eight sex-related charges

BY CHRIS COBB, THE OTTAWA CITIZEN JUNE 10, 2009

An Ottawa psychiatrist allegedly began a homosexual relationship with a patient while the two were driving along Colonel By Drive in the doctor's new Cadillac, a court heard yesterday.

One of two complainants against Dr. Juan Tejeda-Rosario testified that he performed oral sex on the doctor, who was driving, shortly after the pair had visited a health club on the city's east side.

The doctor, who uses the last name Tejeda, is charged with eight counts, including five of sexual assault and three of sexual assault with a weapon. Some of the charges date back to the early 1990s.

Complainants in the case against the 65-year-old doctor, who is pleading not guilty to all the charges, cannot be publicly identified.

In often graphic testimony, the first complainant, 47, described a bizarre homosexual relationship with his doctor that ended in late 1998 when the complainant attempted suicide and, in a confused haze of drugs and alcohol, told medical staff at The Ottawa Hospital's Civic campus about his sexual encounters with the psychiatrist.

The complainant testified that a week after his suicide attempt, Tejeda concocted a plan for the complainant to feign another fit of suicidal depression and tearfully recant his confession to medical staff, this time at the General campus.

After drinking heavily from whiskey bought by the doctor, the complainant said he watched a "sad movie that I knew would make me cry," and then went to the General and acted out the plan.

The court heard how the two men developed a friendship beyond the usual patient-doctor relationship, with Tejeda occasionally suggesting sexual encounters. The complainant, who was receiving long-term treatment from Tejeda for alcoholism and depression, said therapy sessions often included discussions of his sexual history, which included men and women. Tejeda, added the complainant, appeared to have a deep knowledge of sex. "It was like he was a master of sexuality."

The Cadillac incident on Colonel By Drive occurred the day the complainant was spurned by a girl he was hoping to date. "I was devastated," he said. "So I called him."

According to the complainant, Tejeda suggested they go to the gym to relax. They sat naked in the sauna. On the road afterwards, the complainant testified, Tejeda said he was "turned on" and asked

the complainant to have sex with him.

Under questioning from Crown prosecutor Michael Boyce, the complainant described the act in graphic detail and said that Tejeda appeared remorseful afterwards. "It was like he had just made a big, big mistake."

But the day after, when the complainant phoned Tejeda to ask, "How are you doing?" the doctor was allegedly upbeat, enthusing about "the best blowjob I ever had."

The complainant said he dropped Tejeda and saw other psychiatrists, but their treatments were ineffective. He testified that he finally went back to Tejeda after one psychiatrist began cursing and shouting obscenities at him.

After he resumed treatment with Tejeda, their sexual relationship re-kindled and, testified the complainant, led to them engaging in anal and oral sex on several occasions: in the psychiatrist's office, the complainant's apartment and during a drunken liaison in a Montreal hotel -- a trip paid for by Tejeda.

But the complainant said he didn't enjoy the sex. "It was always me doing something for him," he said. The sexual relationship ended in 1998, testified the complainant, after Tejeda asked him to perform an act that "disgusted" him. He continued to get treatment from Tejeda until 2005.

The trial is expected to last for four weeks.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen